

# GRAND DEBAT NATIONAL A ESCHAU – 23/02/2019

## ATELIER « Démocratie et citoyenneté »

**Facilitateur : Marina POPOVITCH**

**Rédacteur : Sandra GEIGER-JACOB**

### Déroulement de la réunion

---

12 personnes présentes, disposition en cercle de chaises

Dont la députée Martine Wonner

Un temps de tour de table autour de la motivation de chacun : curiosité, intérêt pour la vie du pays, apporter sa pierre au débat, sensation qu'il y a beaucoup de choses à dire, à faire, intérêt pour les valeurs véhiculées, envie d'agir pour les générations futures : où nous emmène-t-on ? Que laissons-nous à nos enfants, la démocratie risque d'être mise à mal, elle n'est pas acquise.

Des échanges à bâton rompu sur des thèmes spontanément abordés.

### Ambiance de l'événement

---

Echanges sereins et constructifs. Prise de parole partagée.

Thèmes abordés :

- La participation activée
- L'éducation
- Les formes de représentation
- La part de l'ombre, les gilets jaunes qui ne se sentent pas représentés.

# Synthèse

## Quels ont été les constats ou les diagnostics exprimés sur les thèmes

Le mouvement des gilets jaunes suscite des questionnements au regard de la démocratie : il exprime une forme de défiance et suscite beaucoup d'incompréhension.

Les gilets jaunes ont interpellé plusieurs personnes :

- sur la qualité de l'information : le web constitue un vrai changement, comment s'assurer de la fiabilité
- Derrière la manifestation des gilets jaunes qui représente une vraie colère, un brouhaha d'informations qui rend la compréhension difficile
- Pas à l'aise par rapport à un mouvement qui monte qui suscite l'incompréhension
- Les aspects symboliques de la démocratie sont remis en cause à travers ce mouvement
- Le mouvement pose la question du lien social
- Ce qui est perturbant c'est qu'ils ne veulent pas faire passer leurs revendications par les voies institutionnelle existantes => rapport au politique, plus de partis politiques, on ne sait plus à quoi se tenir

## **Quelles sont les propositions qui ont émergé des discussions**

### LA QUALITE DE L'INFORMATION

La qualité de l'information en danger ? Comment l'assurer, lutter contre les fake news ? Permettre le recul ?

Des aspects positifs : les réseaux sociaux constituent un reflet de courants de pensées qui n'est pas permis par la presse. Les réseaux sociaux sont une vraie composante de l'expression citoyenne

Des points de vigilance : sous couvert d'anonymat, d'impunité, l'information est moins fiable. Cela devient l'ombre de la démocratie

- ⇒ Encadrer l'expression sur les réseaux sociaux, légiférer
- ⇒ Conforter la presse dans son rôle de lanceur d'alerte
- ⇒ Dans une démocratie, la presse est souvent qualifiée de 4<sup>ème</sup> pouvoir. Embryon de solutions : conseil national de l'audiovisuel, aller plus loin
- ⇒ Responsabiliser les réseaux sociaux : est-ce possible ?
- ⇒ Prendre des mesures pour responsabiliser les acteurs, une autorité plus affirmée, des moyens plus développés

Une des réponses à cette quête de véracité : l'éducation

- ⇒ Besoin d'éducation, de formation, faire de nos enfants des adultes capables de penser par eux-mêmes, revenir aux fondamentaux, aux principes de la République

## LA PARTICIPATION

---

- ⇒ Inciter le débat à visage ouvert (pas anonyme)
- ⇒ Inciter les personnes de l'ombre à s'exprimer, ceux qui ne votent pas
- ⇒ Organiser plus de débats, notamment à l'initiative des élus
- ⇒ Donner toute sa place au droit de réponse, qui est un droit fondamental

## LES MODALITES DE VOTE, REPRESENTATIVITE

---

- ⇒ Rendre le vote obligatoire, c'est un devoir de citoyen
  - Point de vigilance : est-ce démocratique de le rendre obligatoire, faut-il forcer le vote, si on considère la démocratie comme étant vide de sens ?
- ⇒ Le vote obligatoire implique la prise en compte du vote blanc
- ⇒ Supprimer le nombre d'élus n'est pas forcément une solution
- ⇒ Obliger chaque salarié à se syndiquer
  - à condition que les gens se sentent représentés
- ⇒ Tirer au sort des citoyens dans les instances décisionnelles
  - Point de vigilance par rapport au tirage au sort / compétences
- ⇒ Instaurer des corps intermédiaires de proximité (associations, syndicats...)

## REFERENDUM D'INITIATIVE

---

Des réserves...

- ⇒ On peut manipuler les résultats d'un référendum. Comment les gens vont être informés ?
- ⇒ Le référendum nécessiterait un tel encadrement que cela n'aurait plus aucun sens
- ⇒ Risque de revenir sur des avancées fondamentales (avortement, peine de mort...)

### **Des avis divers, opposés ont-ils été exprimés ?**

---

Peu d'avis divers, mais des réserves, ou conditionnalités de mise en œuvre...

Rendre obligatoire le vote : des réticences à rendre obligatoire le vote au regard des principes démocratiques. Si les gens ne souhaitent pas voter, il faut peut-être redonner du sens, remplir le vide.

Rendre l'engagement syndical obligatoire : peut-on s'engager si on ne se sent pas représenté ?

Sur le principe des citoyens tirés au sort : des avis divergents (question de leur légitimité, de leurs compétences). Ce sujet n'a pas pu être développé faute de temps.

## Question en suspens

---

- Quelle garantie peut donner l'élu en termes de relations de confiance par rapport à l'information ?
- Les citoyens se sentent-ils représentés ?
- Les modalités d'élection :
- Le président bénéficie de 23% au premier tour et à la majorité au second tour. Quid de la prise de parole des autres ?
- Moins de croissance rend-elle la démocratie plus difficile ?

## QUESTIONNAIRE

Sur la démocratie et la citoyenneté

50. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

**Besoin d'un corps intermédiaire de proximité pour représenter les besoins (associations, syndicats, autre...)**

51. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ? Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

52. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

**Organiser des débats à l'initiative des élus**

53. **Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est une bonne chose ou une mauvaise chose ? Pourquoi ?**

54. Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

55. **Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?**

- *Législatives*
- *Régionales*
- *Départementales*
- *Il ne faut pas introduire de proportionnelle*

56. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ? Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre **d'autres élus** ? Si oui, lesquels ?

**Réduire le nombre de parlementaires n'est pas la solution.**

57. Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

58. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

**Oui, à condition que le vote blanc soit pris en compte**

59. Faut-il prendre en compte le vote blanc ? Si oui, de quelle manière ?

**Oui**

60. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

**Inciter le débat à visage ouvert (pas anonyme)**

**Inciter les personnes de l'ombre à s'exprimer, ceux qui ne votent pas**

**Instaurer des corps intermédiaires de proximité (associations, syndicats...)**

**Former, éduquer**

61. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ? Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

**62.** Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative des membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ? Si oui, comment ?

**Des réserves...**

**On peut manipuler les résultats d'un référendum. Comment les gens vont-ils être informés ?**

**Le référendum nécessiterait un tel encadrement que cela n'aurait plus aucun sens**

**Risque de revenir sur des avancées fondamentales (avortement, peine de mort...)**

**63.** Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

**Un point de vigilance : leur compétence / légitimité**

**64.** Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

**65.** Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer ? Si oui, comment ?

**66.** Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui : satisfaisante, à améliorer ou à modifier profondément ?

**67.** Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

**68.** Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et les valeurs intangibles de la République ?

**69.** Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

**Le rôle de l'éducation dès le plus jeune âge, mais aussi des jeunes parents.**

**70.** Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

**71.** Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

**72.** Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

**73.** Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

**74.** Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

- 75.** Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?
- 76.** Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?
- 77.** Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?
- 78.** Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ? Si oui, lesquelles ?
- 79.** Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quels sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?
- 80.** En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?
- 81.** Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?
- 82.** Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?